

# Comment expliquer la fragilité des oppositions à Macron ?

Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Marine Le Pen (RN) ont un leadership reconnu dans leurs partis, mais pas de capacité de rassemblement. Olivier Faure (PS) et Laurent Wauquiez (LR) sont distancés au sein de leur propre famille politique.

PASCAL PERRINEAU



Professeur des universités à Sciences Po, chercheur au Cevipof\*

**SONDAGES** La fonction d'opposition est essentielle en démocratie car elle garantit que le pluralisme est plus qu'un principe, qu'il est une pratique qui offre au peuple, en permanence, une alternative au pouvoir en place et à la majorité qui le soutient. Dans la France d'aujourd'hui, Emmanuel Macron a été élu le 7 mai 2017 par 66,1% des suffrages exprimés, soit plus de 20 millions d'électeurs, et sa majorité législative, investie par 49% des suffrages exprimés au second tour, soit 9 millions d'électeurs.

Les oppositions ont été, d'une part, nettement battues et, d'autre part, incroyablement éclatées. Dix-neuf mois plus tard, le président et sa majorité sont menacés par un fort et durable mouvement de contestation qui s'exprime à la fois dans la rue et dans les sondages, avant, on le verra, de s'exprimer éventuellement dans les urnes. Même si la cote de popularité du président de la République remonte légèrement (31% d'opinions positives dans le sondage BVA réalisé les 23 et 24 janvier pour Orange, RTL et *La Tribune*), il est aujourd'hui au même niveau que François Hollande au même moment de son mandat, et 64% des personnes interrogées continuent à approuver le mouvement des « gilets jaunes ».

La situation présidentielle n'est donc pas très enviable. Dans les sondages d'intentions de vote pour les élections européennes de mai 2019, la liste de La République en marche capitalise entre 22,5% et 23,5% des intentions (sondage Elabe réalisé les 22 et 23 janvier pour BFM TV). Le désamour touche profondément le pouvoir en place, même si le parti qui le soutient semble « faire de la résistance ».

## LA CONSTRUCTION DE L'OPPOSITION SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Traditionnellement, sous la V<sup>e</sup> République, lorsque le pouvoir en place connaissait l'impopularité, l'opposition reprenait de la force et se construisait en alternative crédible. Tel a été le cas pour la gauche sous Valéry Giscard d'Estaing, de la droite sous François Mitterrand et encore de la gauche sous Nicolas Sarkozy. L'alternative a pu parfois se construire à partir de transfuges plus ou moins critiques des majorités en place (Nicolas Sarkozy sous

Chirac, Emmanuel Macron sous Hollande).

La grande nouveauté aujourd'hui est qu'aucune alternative issue de l'opposition ou des marges de la majorité ne semble se dessiner. Un pouvoir profondément affaibli peut alors tirer sa force de cette incapacité de l'opposition à s'ériger en alternative crédible. La force d'un camp n'est plus alors due à ses propres talents mais plutôt à la faiblesse de ses adversaires. Tel semble bien être le cas en ce début d'année 2019 où pourtant le pouvoir a été soumis à de rudes assauts de la part de la rue et de la démocratie d'opinion. Plutôt que d'ouvrir un « boulevard » aux oppositions, cette fragilité du pouvoir révèle la fragmentation des oppositions et leur manque de crédibilité. Sans oppositions fortes et sans corps intermédiaires reconnus, le pouvoir se retrouve trop souvent face à la rue. Interrogés dans la première quinzaine de janvier sur la capacité des oppositions à « mieux faire » que le pouvoir en place, ce ne sont que 14 à 22% des Français interrogés qui accordent à l'un des quatre partis d'opposition (LFI, PS, LR, RN) cette qualité. Le Rassemblement national tire un peu mieux son épingle du jeu que les autres, mais 45% des Français considèrent qu'il ferait « moins bien » et 33% qu'il ne ferait « ni mieux ni moins bien ».

La performance des partis d'opposition porteurs d'une « culture de gouvernement » (PS, LR) est particulièrement faible, et ces deux partis ne semblent pas encore revenus de l'effondrement qui a été le leur il y a dix-neuf mois. 18% seulement des personnes interrogées pensent que Les Républicains feraient « mieux », 60% « ni mieux ni moins bien », 22% « moins bien ». La tâche de reconstruction de la crédibilité est immense pour le grand parti de gouvernement de la droite française. Pour l'instant, la crédibilité de ces partis de gouvernement n'est significative que dans quelques populations trop circonscrites : les personnes âgées pour Les Républicains, les jeunes pour le PS. Il leur reste à reconquérir un « peuple » davantage séduit aujourd'hui par les forces de la protestation.

## MÉLENCHON ET LE PEN FORTS « CHEZ EUX »,

## WAUQUIEZ ET FAURE DISTANCÉS À DOMICILE

Au-delà des forces collectives que sont les partis, les personnalités susceptibles d'incarner la relève ne se portent pas mieux. Tout au contraire, le clivage entre l'opposition protestataire et l'opposition « raisonnable » se creuse. Si 29% et 23% des personnes interrogées apprécient Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, elles ne sont que 16% et 8% à faire de même pour Laurent Wauquiez et Olivier Faure. Jusqu'au cœur même de leur électorat, ces deux derniers leaders ne parviennent pas à s'imposer : seuls 31% des électeurs ayant choisi François Fillon en 2017 ont un jugement favorable à Laurent Wauquiez, seuls 21% des électeurs ayant choisi Benoît Hamon font de même à l'égard d'Olivier Faure.

En revanche, les leaders protestataires que sont Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont populaires « chez eux » et impopulaires dès que l'on quitte le cercle des « fidèles ». Cette faiblesse des responsables du PS et de LR parmi leurs troupes « naturelles » est évidente quand on regarde chez les sympathisants de ces deux formations quels sont les leaders les plus populaires. Alors que Jean-Luc Mélenchon arrive nettement en tête chez les sympathisants de La France insoumise et Marine Le Pen chez ceux du Rassemblement national, Laurent Wauquiez n'arrive qu'en 9<sup>e</sup> position, très loin derrière Nicolas Sarkozy, François Baroin ou encore Alain Juppé. Quant à Olivier Faure, il se situe... en 23<sup>e</sup> position, à des années-lumière de Nicolas Hulot, Jack Lang ou encore Ségolène Royal. Si la faible crédibilité d'un parti d'opposition se double d'une grande difficulté du leader à exister dans sa propre famille, la tâche de reconstruction d'une opposition devient très difficile.

## L'IMPOSSIBLE RASSEMBLEMENT DES OPPOSITIONS

Pour l'instant, toutes les oppositions ont une faible crédibilité, certaines ont un chef reconnu, d'autres n'ont même pas cette « ressource ». Reste le problème lourd de l'éclatement des oppositions et de leur incapacité pour l'instant à structurer des rassemblements

de forces politiques diverses pouvant prétendre collectivement à la relève. Face à Valéry Giscard d'Estaing, les forces de gauche s'étaient unies dans une « union de la gauche » qui devint majoritaire en 1981. Face à François Mitterrand, les partis de droite et du centre s'étaient unis pour constituer une force d'alternance majoritaire en 1993 et 1995. Face à Nicolas Sarkozy, le PS, les radicaux de gauche et les écologistes avaient rassemblé leurs forces pour permettre la victoire de François Hollande en 2012. En 2019, l'opposition est totalement éclatée et aucun pôle de celle-ci n'est en position d'agir comme élément fédérateur d'une coalition pouvant prétendre rassembler une majorité. Nombre de Français sont capables de se mettre d'accord sur ce qu'ils rejettent, mais les mêmes n'ont pas pour l'heure la capacité à soutenir une dynamique de rapprochement des oppositions entre elles.

La France insoumise ne veut plus d'une union de la gauche qui a couvert, selon elle, trop de compromis et de « trahisons ». L'alliance des extrêmes (La France insoumise et Rassemblement national) semble rester un vœu pieux qui se heurte aux cultures différentes dont sont porteurs ces deux mouvements. Le Rassemblement national ne parvient même pas à se mettre d'accord avec son allié de quelques jours Debout la France. Les Républicains n'ont plus de partenaires centristes ou de droite modérée, puisque nombre de ceux-ci ont été préemptés par La République en marche...

Du fait de cette situation, un pouvoir en grande difficulté a encore quelques marges de manœuvre devant lui. Même si, faute d'oppositions politiques crédibles et légitimes, il se heurte à l'opposition de la rue et à la défiance profonde de la société.

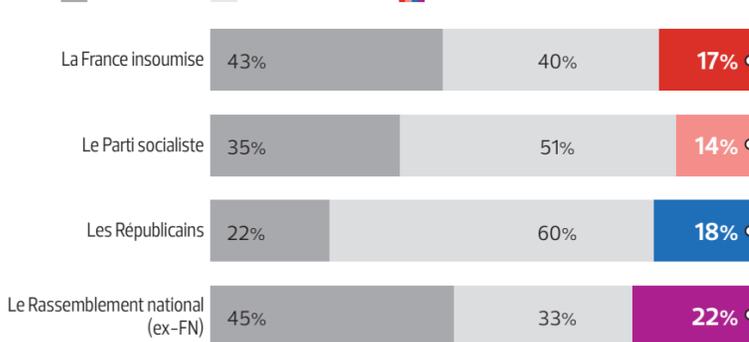
Le « grand débat national » qui vient de s'engager traduira-t-il la dureté des oppositions et l'ampleur de la défiance, ou dessinera-t-il les voies d'un nouveau « compromis à la française » ? Il est trop tôt pour apporter une réponse à cette question essentielle. Laissons, en pleine liberté et indépendance, les citoyens français choisir leur voie. ■

\*Pascal Perrineau a été désigné par le président du Sénat comme l'un des cinq garants du débat national.

## 1 La difficulté des oppositions à exister en tant qu'alternatives au gouvernement actuel

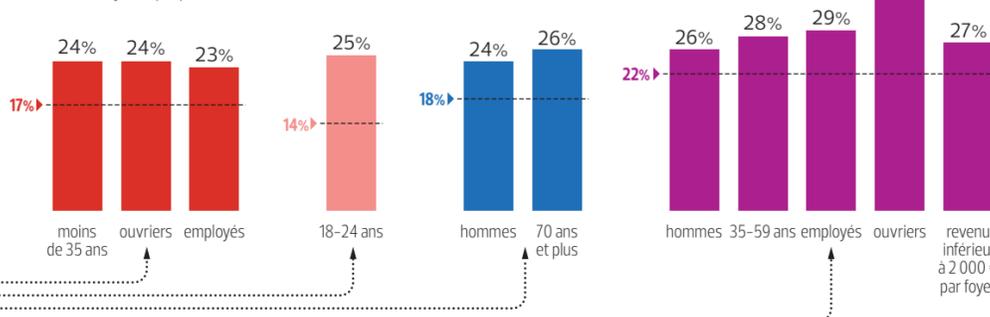
QUESTION : Si chacun des partis suivants était aujourd'hui au pouvoir, diriez-vous qu'il ferait mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel ?

Ferait moins bien Ni mieux ni moins bien Ferait mieux



LES CATÉGORIES SURRÉPRÉSENTÉES PARMİ CEUX QUI VOIENT CE PARTI COMME UNE OPPOSITION AU GOUVERNEMENT

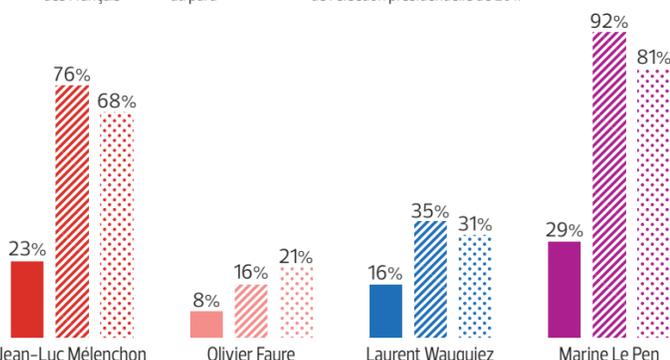
--- Moyenne par parti



## 2 La popularité des leaders de l'opposition

QUESTION : Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ? (en % de jugements favorables des leaders des 4 grands partis d'opposition)

Ensemble des Français Sympathisants du parti Électorat du candidat au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2017



## 3 Les personnalités les plus populaires dans les partis d'opposition

QUESTION : Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ? (en % de jugements favorables des trois personnalités préférées selon les sympathisants de chaque parti)

Leader du parti Autre personnalité

